

Virginie Dupeyroux, l'amiante en héritage

Venue témoigner auprès du Parlement européen en avril, cette professeure d'anglais se bat pour faire reconnaître les risques de ce cancérigène dont a été victime son père.

Une photo en noir et blanc d'un petit garçon à l'air interrogateur. À chaque fois que Virginie Dupeyroux, autrice d'*Amiante et mensonge : notre perpétuité* (1), croise le regard de son père, Paul, sur la couverture de son livre, elle sait pourquoi sa vie a pris un virage à 180 degrés. Depuis le décès de celui qu'elle appelait par son prénom, en septembre 2015, cette professeure d'anglais de 51 ans n'a cessé de témoigner. Le 11 avril dernier, elle participait encore à un colloque au Parlement européen pour dénoncer les ravages de la fibre tueuse.

Quand le mésothéliome frappe son père en 2014, ce n'est pas la première fois que sa famille est percutée par la maladie. La grand-mère de Virginie avait succombé au même mal, pourtant rarissime en 1975. Alors que ce cancer de la plèvre, incurable, est symptomatique de l'exposition à l'amiante, Paul, à la fois carreleur, mosaïste, âtrier et marbrier, cherche comment il aurait pu être en contact. La réponse arrive par hasard en visionnant un reportage télévisé sur le CMMP (Comptoir des minéraux et des matières premières) d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

« DIX MORTS PAR JOUR »

Classée insalubre et dangereuse, l'usine de broyage et de défilage du matériau avait pourtant été installée en plein centre-ville, en 1938. Fermée depuis des décennies puis rasée, elle se situait auparavant à quelques mètres de la cour d'école du père de Virginie. « Quand il voit ça, Paul est sidéré. Nous contactons alors les lanceurs d'alerte, Nicole et Gérard Voide, témoignant dans le reportage », se remémore-t-elle.

Malgré la prise de conscience, le souvenir lointain de poussières, le corps médical, lui, ne suit pas. « Certains médecins doutaient que cela puisse être lié à l'amiante comme l'exposition était très ancienne, mon père ayant quitté la ville à 18 ans. Il y a aussi eu de graves négligences dans sa prise en charge : il croyait qu'il allait s'en sortir. »



L'enseignante et membre de l'association Ban Asbestos France a publié un livre à partir des notes écrites par son père, Paul, durant son calvaire.

Dans son livre, Virginie Dupeyroux a donc rassemblé les notes écrites par Paul durant son calvaire et les a croisées avec ses propres mots. « Cette période était un enfer. Je me suis demandé à quel stade on atteignait la folie », soupire-t-elle.

Peu avant son décès, son père sera officiellement reconnu comme la 139^e victime du CMMP, sur un total provisoire de 358. Mais la série noire ne s'arrête pas là. « En un an et demi, je perds aussi un oncle de l'asbestose et une cousine d'un cancer bronchopulmonaire. Dans certaines familles, il y a eu des dizaines de morts. Des victimes à plus de 2 kilomètres

à la ronde. » Pour Virginie Dupeyroux, pas de doute : « Il y en a encore pour trois générations. Je pense aussi aux nombreux ouvriers originaires de la région de Tlemcen en Algérie qui sont repartis sans suivi. En reparlant dans les médias, j'espère que d'autres personnes se manifesteront. » Comme dans tous les dossiers de l'amiante, malgré une vingtaine de plaintes au pénal, la société a bénéficié d'un non-lieu. « La loi Fauchon de 2000 a permis aux crimes industriels d'être considérés comme non intentionnels », déplore-t-elle.

Depuis ce drame, de salons du livre en rencontres avec les lecteurs, la professeure

sillonne la France pour rappeler le danger qui plane toujours au-dessus de nos têtes. « C'est un cancérigène sans seuil, une seule exposition suffit ! » assène celle qui est devenue entre-temps secrétaire de l'association Ban Asbestos France. Car l'amiante reste omniprésent et très mal répertorié dans le pays. « Il y en a plus de 80 kilos par habitant. Dix morts par jour. Ce qui est le plus inquiétant, c'est la non-gestion de cette question par l'État. Pour les particuliers, les coûts de désamiantage restent exorbitants.

Les établissements scolaires sont infestés. L'amiante est présente dans 38% des écoles, 77% des lycées et 73% des collèges.

Quant aux équipements pour effectuer cette opération, ils sont mal adaptés : les fibres courtes passent à travers le masque. »

Les établissements scolaires sont infestés par cette fibre potentiellement mortelle. Elle est présente dans 38 % des écoles, 77 % des lycées et 73 % des collèges. Selon une étude de Santé publique France de 2019, 20 à 60 personnels de l'éducation nationale par an déclarent un mésothéliome. « Et on ne parle pas des élèves, précise-t-elle. On laisse tout le monde se faire contaminer. C'est un scandale dont nous ne sommes pas sortis, loin de là. Nous avons donc réitéré devant le Parlement européen la demande de création d'un fonds européen de désamiantage afin de protéger les personnes et les riverains. » Pour seule ligne directrice, Virginie garde en tête ces paroles de Paul : « Ils (les ex-dirigeants de la CMMP - NDLR) ont contaminé mes souvenirs et mes amis d'enfance. Si je dois m'en aller, il faut faire cesser cet état de non-droit. » ■

CÉCILE ROUSSEAU

(1) Édition augmentée sortie en 2021 aux éditions Valmont.